

## IL Y A URGENCE A REMETTRE DE LA RATIONALITE ET DE LA TRANSPARENCE DANS LE DEBAT PUBLIC

Les entreprises, quelle que soit leur taille, leur activité et leur localisation, sont essentielles à la bonne marche et à l'équilibre du pays. Leur contribution est déterminante en matière de production, d'emploi et de pouvoir d'achat, de financement de la collectivité et de la protection sociale via les 352 milliards d'euros de prélèvements obligatoires, mais aussi d'investissements, d'innovation, d'atteinte des objectifs environnementaux et d'inclusion.

Elles sont, en propre ou via leurs représentations professionnelles et interprofessionnelles, des actrices engagées du dialogue social. Les 200 000 entreprises adhérentes du MEDEF, employant 10 millions de salariés, veulent ainsi la réussite économique, sociale et environnementale de la France.

Nos concitoyens en sont conscients. Ils sont 8 sur 10 à avoir une bonne image de l'entreprise (IFOP, 2022). Et 77% des salariés se disent satisfaits de leur travail (Institut Montaigne, 2023). Ces données sont certes perfectibles, mais avérées.

Nos entreprises sont aujourd'hui confrontées à de lourds et multiples défis : ceux de la décarbonation et de la digitalisation, des compétences et ceux de la compétition internationale exacerbée. Elles font face à une conjoncture atone, voire déprimée dans certains secteurs. Elles sont enfin exposées à l'évolution de la qualité de la signature de la France, condition de leur accès à des financements suffisants en quantité et compétitifs en prix.

La plupart des grands pays font face à ces défis. Mais la France est le pays d'Europe au plus haut niveau de dette et de dépenses publiques, celui où le taux d'imposition est le plus élevé des pays démocratiques. La barre est très haute, et nous partons lourdement lestés.

Les responsables politiques doivent être conscients de cette réalité. Les choix qui résulteront du vote du 7 juillet devront tenir compte du rôle central des entreprises.

**Le vote du 7 juillet ne doit pas conduire à ce que des crises économique, sociale, financière et budgétaire s'ajoutent à la crise politique que connaît notre pays.**

Ainsi, au regard de la fragilité de nos finances publiques, d'une conjoncture très incertaine et de la violente concurrence internationale, plusieurs mesures proposées apparaissent inappropriées et même dangereuses pour l'économie française, la croissance et l'emploi.

Les débats essentiels à un choix démocratique éclairé ne peuvent être escamotés. Comme tous nos concitoyens, nous avons besoin d'explications claires quant aux financements et aux conséquences économiques et sociales de ces mesures.

**#Retraites** : le retour de l'âge de départ à 60 ans ou 62 ans pour plusieurs dizaines de milliards d'euros conduira à creuser les déficits et à amputer les pensions de retraite de millions de Français sur plusieurs générations

**#Salaires** : l'indexation automatique des salaires sur l'inflation fera retomber notre pays dans un cycle sans fin d'inflation. Sur les 20 dernières années, son application se serait traduite par une baisse du pouvoir d'achat de nos concitoyens. De son côté, le SMIC à 1600 euros gèlera des millions de projets d'embauche et nous fera renouer avec le chômage de masse.

**#Travail** : la semaine de 32 heures conduira à une perte de compétitivité et ne permettra pas de créer des emplois. Le passage aux 35 heures l'a prouvé.

**#Fiscalité** : l'abolition de la flat tax et le rétablissement d'un impôt sur la fortune auront pour résultat de faire fuir les investisseurs et donc de réduire l'activité économique et, ce faisant, les recettes pour l'Etat.

**#Blocage des prix** : comme à chaque fois qu'elle a été mise en pratique, cette politique entraînera des pénuries, des faillites en série et dissuadera les investissements industriels dans notre pays.

**#Energie** : la baisse de la TVA sur les produits énergétiques pour 10 milliards d'euros n'aura qu'un effet très limité sur le pouvoir d'achat des Français mais des conséquences dévastatrices sur les finances publiques, préfigurant de nouvelles hausses d'impôts. La sortie de l'énergie nucléaire ou de l'énergie éolienne renchérra le coût de l'énergie de manière certaine et nous rendra dépendant de l'extérieur tout en nous éloignant de nos objectifs de décarbonation.

**#Nationalisations** : la nationalisation des autoroutes, des banques et des industries dites stratégiques coûtera des centaines de milliards d'euros au budget de l'Etat donc aux contribuables, creusera le déficit et la dette et empêchera d'investir dans la modernisation du pays.

**#Budget** : en 2022, le budget mal financé de 50 milliards d'euros du nouveau Gouvernement britannique entraîna une panique financière, la chute historique de la livre, l'intervention de la banque d'Angleterre et la démission de la première ministre 49 jours après sa nomination. En 2024 en France, certains programmes proposent des dépenses supplémentaires non financées de 100 à 200 milliards d'euros.

**#Europe** : le non-respect des règles européennes conduira à une rupture de confiance sans précédent avec nos partenaires européens et se traduira au mieux par une perte d'influence sur toutes les décisions à venir, au pire par la fin du projet européen.

C'est aux responsables politiques de formuler des engagements : c'est la loi absolue de la démocratie. Mais il leur appartient aussi d'être transparents avec les électeurs : si ces programmes se concrétisaient en 2024 ou après, ces mesures devraient être financées par l'épargne de tous les Français, des hausses d'impôts. Elles, provoqueraient le départ des investisseurs étrangers et des faillites massives d'entreprises, donc des destructions d'emplois. Aucun de nos partenaires européens ne suivrait la France dans cette démarche isolée et à contrecourant de toute rationalité économique alors même que nous avons besoin de cohérence, de stabilité et de confiance.

Afin de redonner du sens économique au débat public, le MEDEF formule 10 conditions qui témoignent de l'engagement des entreprises de France pour la réussite économique de notre pays.

## 10 CONDITIONS POUR LA REUSSITE ECONOMIQUE DE LA FRANCE

*La France a besoin de cohérence et de stabilité économiques.*

1. **PROJET. Rendre public l'agenda détaillé des réformes.** Pour établir un rapport de confiance avec les Français et les entreprises, il est indispensable de leur donner une visibilité sur les mesures législatives à venir.
2. **DEMOCRATIE SOCIALE. Rendre toute sa place au dialogue social.** Pour continuer à réformer et éviter la fracturation du pays, il est indispensable de donner toute sa place aux partenaires sociaux et de respecter les accords qu'ils négocient au nom des entreprises et de leurs salariés.
3. **BUDGET. Rétablir les finances publiques sans obérer l'activité économique ni la compétitivité des entreprises.** Toutes les mesures non financées et creusant les déficits et la dette doivent être bannies. Il est indispensable d'enrayer la dérive des dépenses courantes. Nos engagements budgétaires nationaux et européens doivent être respectés pour éviter la crise de confiance avec nos partenaires.

*La France a besoin d'un agenda déterminé de réformes économiques.*

4. **TRAVAIL ET POUVOIR D'ACHAT. Travailler autant et aussi longtemps que nos voisins, ni plus ni moins.** La France a généré plus de deux millions d'emplois depuis sept ans. Mais le taux d'emploi est encore très en deçà de celui de nos voisins. Faire face aux attentes en matière de pouvoir d'achat, aux défis du financement de notre modèle social, du redressement de notre compétitivité et des transitions, nécessite d'en finir avec le chômage. Les mobilités professionnelles seront par ailleurs facilitées par la relance massive de la construction de logements.
5. **ENERGIE. Sanctuariser une trajectoire de long terme sur l'intégralité du mix énergétique pour atteindre la neutralité climatique.** La transition énergétique appelle des investissements massifs et urgents dans une diversité de solutions. C'est à ces conditions, et dans le cadre d'un marché européen performant, que les Français et les entreprises pourront avoir accès à une énergie abondante et à un prix compétitif.
6. **FISCALITE. Poursuivre la baisse des impôts et des cotisations.** C'est une condition essentielle à la compétitivité des entreprises dans un pays où le taux de prélèvements

obligatoires est l'un des plus élevés du monde. C'est aussi ce qui leur permettra de financer les 40 milliards d'investissements annuels qu'elles devront consacrer à la décarbonation.

- 7. REINDUSTRIALISATION. S'engager à un choc de simplification industrielle.** La réindustrialisation sera la conséquence de la baisse de la fiscalité et d'une politique nouvelle de l'innovation et des talents. Elle ne peut être entravée si les entreprises font face aux délais les plus longs d'Europe pour ouvrir un site.

*La France a besoin de préparer sérieusement l'avenir.*

- 8. INNOVATION. Engager un plan massif en faveur de l'innovation, avec l'augmentation de la part de R&D dans le PIB à 3% et la formation d'1 million de jeunes scientifiques.** La trajectoire financière de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (2021-2030) doit être raccourcie et le Crédit impôt recherche (CIR) sanctuarisé pour permettre aux entreprises françaises de résister à la concurrence internationale.

- 9. TALENTS. Former chaque année 1 actif sur 2 et accueillir 100 000 chercheurs et ingénieurs étrangers.** 1 salarié sur 3 se forme chaque année : pour répondre aux grandes transitions et s'emparer des possibilités de l'IA, ils sont deux fois plus à souhaiter monter en compétence. La France n'est par ailleurs pas suffisamment attractive pour les talents de l'innovation et du numérique venant de l'étranger, tant d'un point de vue économique que de l'accompagnement concret au quotidien. Accélérer la formation, développer les transitions professionnelles, continuer à soutenir l'apprentissage comme l'enseignement professionnel et attirer de nouveaux talents est donc un impératif.

- 10. EUROPE. S'engager pleinement dans le projet européen.** Garantir la liberté de circulation, approfondir le marché intérieur, confirmer la participation de la France au budget européen et consolider le marché européen de l'énergie sont des impératifs pour l'économie française.

**C'est en remplissant ces 10 conditions que nous pourrons dessiner un chemin pour l'avenir économique de notre pays.**

**A ces 10 conditions s'ajoutent des préalables qui devraient relever de l'évidence : la paix civile, l'ordre républicain, le respect de nos institutions, de nos valeurs, de l'Etat de droit et de nos engagements européens et internationaux. Ce sont des impératifs avec lesquels les Français et les entreprises ne sauraient composer. Cette exigence démocratique et républicaine est ainsi la première des conditions de la réussite économique.**